



Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

REPUBLIQUE DU SENEGAL

AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (ARMP)

COMMUNAUTE RURALE DE NIAKHAR

REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE DE LA GESTION 2012

RAPPORT FINAL

(juillet 2014)



Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 21 juillet 2014

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics (ARMP)
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber
Dakar**

Monsieur le Président,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier, technique et de contrôle des marchés conclus par la Communauté Rurale de Niakhar pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par la Communauté Rurale de Niakhar avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après :

1. Réserves

a) l'examen du procès verbal d'ouverture des plis de l'appel d'offres relatif à la construction de salles de classes, à la réhabilitation de la maison Communautaire et du Foyer des jeunes a permis de noter que la Commission des Marchés a accordé un délai de huit jours à un soumissionnaire pour compléter les pièces administratives manquantes. Ce faisant, la Commission des Marchés fait, à tort abstraction d'une disposition pertinente de l'article 79 du CMP renforcée par la circulaire interprétative du CMP. Cette dernière dispose que pour les Communautés Rurales et pour les Communes ayant un budget annuel inférieur à 300 millions de F CFA, les soumissionnaires sont dispensés de produire les pièces requises énumérées à l'article 44 du CMP, pour des montants inférieurs à 25 millions de F CFA quelle que soit la nature des marchés. Nous avons également noté pour ce marché que le Coordonnateur de la Cellule de Passation des Marchés est aussi membre du Comité d'Evaluation. Cette présence d'un élément essentiel du dispositif de contrôle interne dans une commission d'évaluation est contraire à l'esprit du code car, aux termes de l'article 4 de l'arrêté 12 786 du 26 décembre 2012, pris en application de l'article 36 du CMP, les membres de la CM et leurs suppléants ne doivent pas être des agents relevant des structures chargées du contrôle interne ou de la Cellule de Passation des Marchés de l'autorité contractante. Dans l'esprit du CMP, les mêmes incompatibilités s'appliquent aux membres des commissions techniques.

b) l'examen des 15 Demandes de Renseignements et de Prix, estimées à 17 931 551 F CFA a permis de constater la récurrence des pratiques collusives qui marquent la quasi totalité des acquisitions effectuées au titre de la Gestion 2012 (94% en nombre représentant 95% de la valeur des DRP contrôlées). En effet, le contrôle des offres des soumissionnaires aux différentes procédures de DRP a permis de constater les mêmes anomalies aux mêmes endroits qui ne laissent quasiment pas de doute sur la préparation desdites offres par la même source.

Par ailleurs, un examen graphologique sommaire a permis de noter que certaines factures pro forma ont été remplies, pour la partie relative à la description des articles, par l'Assistant Communautaire lui-même, qui laisserait le soin aux fournisseurs de remplir la partie relative aux prix.

c) la procédure de DRP mise en œuvre pour l'achat d'une coupe, pour un montant de 600 000 F CFA est dévoyée. Au regard du prix anormalement élevé de ce trophée, nous avons poussé nos investigations qui nous ont permis de constater que cette procédure de DRP avait été organisée pour obtenir des fonds, afin de financer la manifestation relative à l'organisation du tournoi de football appelé « Coupe du Président du Conseil Rural ». Cette DRP était le moyen trouvé pour mobiliser les fonds budgétisés à cet effet, pour l'achat de trophées, de jeux de maillots, de ballons et financer les autres frais d'organisation de la manifestation.

- d) nous avons noté sur la DRP relative aux travaux de grosses réparations des souks que, pour répondre à une préoccupation du Trésor relative à la source de financement, l'Autorité Contractante a requis de nouvelles offres sur la partie du matériel financée sur fonds propres et a, de facto procédé à un allotissement dont la seule finalité était de distinguer les parts des acquisitions financées respectivement sur Fonds Propres et sur Fonds de Concours. Ce motif ne peut pas justifier un allotissement de marché qui est un mode de dévolution des marchés devant obéir à des règles précises, fonctions des caractéristiques techniques des prestations envisagées. En faisant de manière discrétionnaire une répartition des prestations en cours d'évaluation, le résultat de la comparaison des offres peut être différent de celui auquel la Commission des Marchés serait parvenue si les offres avaient été évaluées globalement. Ce procédé constitue également, une modification des critères d'évaluation et de comparaison des offres en cours de procédure et une entorse aux principes de transparence et d'intangibilité des offres, ce qui constitue une entorse au principe de transparence.

2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitude subsistants à l'issue de nos travaux.

La Cellule de Passation des Marchés n'a pas produit son rapport annuel, en application de l'article 143 du CMP qui lui impose de déposer annuellement auprès de l'autorité dont elle relève et de l'ARMP, un rapport sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente, avec les entreprises défaillantes, la nature des manquements constatés et un compte rendu détaillé des marchés passés par entente directe.

A notre avis, en raison de l'importance des points évoqués ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés ne sont pas conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP.

SOMMAIRE

	Pages
Lexique des abréviations et sigles	6
1 Synthèse des non conformités et des recommandations	7
1.1 Synthèse des non conformités sur la passation des marchés	8
1.2 Synthèse des non conformités sur l'exécution financière et recommandations	11
1.3 Synthèse des non conformités sur l'exécution physique et recommandations	13
1.4 Tableau de synthèse des violations des textes législatifs et réglementaires	15
2 Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	20
2.1 Contexte de l'intervention	21
2.2 Objectifs de la mission	22
2.2.1 Objectifs généraux	22
2.2.2 Objectifs spécifiques	22
2.2.3 Etendue des travaux à effectuer	23
2.2.4 Rapports émis au terme de la mission	25
3 Approche méthodologique	26
3.1 Revue approfondie des textes de référence	27
3.2 Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	29
3.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	30
3.3.1 Audit de la préparation des marchés	31
3.3.2 Audit de la gestion de l'attribution	32
3.3.3 Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	33
4 Résultats des travaux	34
4.1 Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	35
4.1.1 Commission des marchés	35
4.1.2 Cellule de passation des marchés	35
4.1.3 Charte de Transparence et d'éthique en matière de passation des marchés	35
4.1.4 Documents de programmation de la passation des marchés	36
4.1.4.1 Plan de passation des marchés	36
4.1.4.2 Avis général de passation des marchés	36
4.1.5 Rappel des seuils applicables à la Communauté Rurale de Niakhar	36
4.2 Examen des marchés	37
4.2.1 Périmètre couvert par nos travaux	37
4.2.2 Marchés conclus par Appel d'Offres	38
4.2.3 Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	42

Liste des abréviations et sigles

AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
CR	Communauté Rurale
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1
SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

AO RELATIF A LA CONSTRUCTION DE SALLES DE CLASSES, A LA REHABILITATION DE LA MAISON COMMUNAUTAIRE ET DU FOYER ATTRIBUE A ENTREPRISE GENERALE KEUR KHADIM LOT N° 1 POUR 16 797 814 F CFA ET A ENTREPRISE LAT GRAND DIAYE LOT N° 2 POUR 2 504 534 F CFA

L'examen du procès verbal d'ouverture des plis de l'appel d'offres relatif à la construction de salles de classes, à la réhabilitation de la Maison Communautaire et du Foyer des Jeunes, a permis de noter que la Commission des Marchés a accordé un délai de huit jours à un soumissionnaire pour compléter les pièces administratives manquantes. Ce faisant, la Commission des Marchés fait, à tort abstraction d'une disposition pertinente de l'article 79 du CMP renforcée par la circulaire interprétative du CMP et qui dispose que pour les Communautés Rurales et pour les Communes ayant un budget annuel inférieur à 300 millions de F CFA, les soumissionnaires sont dispensés de produire les pièces requises énumérées à l'article 44 du CMP, pour les acquisitions de toute nature et de montant inférieur à 25 millions de F CFA. Nous avons également noté pour ce marché que le Coordonnateur de la Cellule de Passation des Marchés est aussi membre du Comité d'Evaluation. Cette présence d'un élément essentiel du dispositif de contrôle interne dans une commission d'évaluation est contraire à l'esprit du Code car, aux termes de l'article 4 de l'arrêté 12 786 du 26 décembre 2012, pris en application de l'article 36 du CMP, les membres de la CM et leurs suppléants ne doivent pas être des agents relevant des structures chargées du contrôle interne ou de la Cellule de Passation des Marchés de l'autorité contractante. Dans l'esprit du CMP, les mêmes incompatibilités s'appliquent aux membres des commissions techniques.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

L'examen des 15 Demandes de Renseignements et de Prix, estimées à 17 931 551 F CFA, a permis de constater la récurrence des pratiques collusives qui marquent la quasi totalité des acquisitions effectuées au titre de la Gestion 2012 (94% en nombre représentant 95% de la valeur des DRP contrôlées). En effet, le contrôle des offres des soumissionnaires aux différentes procédures de DRP a permis de constater les mêmes anomalies, aux mêmes endroits qui ne laissent quasiment pas de doute sur la préparation desdites offres par la même source.

Par ailleurs, un examen graphologique sommaire a permis de noter que certaines factures pro forma ont été remplies, pour la partie relative à la description des articles, par l'Assistant Communautaire lui-même qui laisserait le soin aux fournisseurs de remplir la partie relative aux

prix.

La procédure de DRP mise en œuvre pour l'achat d'une coupe, pour un montant de 600 000 F CFA, est dévoyée. Au regard du prix anormalement élevé de ce trophée, nous avons poussé nos investigations qui nous ont permis de constater que cette procédure de DRP avait été organisée pour obtenir des fonds, afin de financer la manifestation relative à l'organisation du tournoi de football appelé « Coupe du Président du Conseil Rural ». Cette DRP était le moyen trouvé pour mobiliser les fonds budgétisés à cet effet, pour l'achat de trophées, de jeux de maillots, de ballons et financer les autres frais d'organisation de la manifestation.

Nous avons noté sur la DRP relative aux travaux de grosses réparations des souks que, pour répondre à une préoccupation du Trésor relative à la source de financement, l'Autorité Contractante a requis de nouvelles offres sur la partie du matériel financée sur fonds propres et a, de facto, procédé à un allotissement dont la seule finalité était de distinguer les parts des acquisitions financées respectivement sur Fonds Propres et Fonds de Concours. Ce motif ne peut pas justifier un allotissement de marché qui est un mode de dévolution des marchés, devant obéir à des règles précises, fonctions des caractéristiques techniques des prestations envisagées. En faisant de manière discrétionnaire une répartition des prestations en cours d'évaluation, le résultat de la comparaison des offres peut être différent de celui auquel la Commission des Marchés serait parvenue si les offres avaient été évaluées globalement. Ce procédé constitue également une modification des critères d'évaluation et de comparaison des offres en cours de procédure et une entorse aux principes de transparence et d'intangibilité des offres, ce qui constitue une entorse au principe de transparence.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

Veiller à une correcte application des dispositions de l'article 79 du CMP, pour favoriser l'accès des PME locales à la commande publique ;

Veiller à la transparence des procédures de dévolution des marchés publics ;

Se conformer aux règles qui encadrent l'allotissement des marchés.

1.2 SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE
Aucun document de règlement n'est classé à la Communauté Rurale qui nous renvoie au Trésor.
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE
Aucune.

1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
NON APPLICABLE
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
NON APPLICABLE

1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Description	AO N° 01/2012		DRP 1	DRP 2	DRP 3
Nature	Construction de 04 salles, réhabilitation Maison communautaire et du foyer des jeunes		Produits d'entretien	Acquisition de matériel de nettoyage et de désinfection	Acquisition de machines et appareils de bureau
Attributaires	Lot 1 : Entreprise Keur Khadim	Lot 2 : Entreprise Lat Grand Ndiaye	ENDS	Entreprise Générale Keur Khadim	Entreprise Ndomy Informatique
Montants en F CFA TTC	16 797 814	2 504 534	399 430	300 000	992 380
Fonctions des membres de la CM non précisées dans le PVO	✓				
Coordonnateur membre de la commission d'évaluation	✓				
Notification d'attribution antérieure à l'approbation et à la l'immatriculation du marché	✓				
Violation de l'article 4 du CMP sur la terminologie à utiliser	✓				
Violation de l'article 63-2 du CMP sur le délai minimal de dépôt des offres	✓				
Violation de l'art 67.4 du CMP : Défaut de transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats	✓				
Partie relative à la description des articles des factures pro forma remplie par l'ASCOM			✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓		✓	✓	✓
Contrats non soumis aux formalités de l'enregistrement (article 424-12 du CGI)	✓				

Description	DRP 4	DRP 5	DRP 6	DRP 7
Nature	Entretien de véhicule	Coupe récompense et prix	Recensement administratif	Fournitures de bureau
Attributaires	Etablissement Mbaye et Frères	Entreprise Générale Keur Khadim	Entreprise Keur Khadim	Entreprise Keur Khadim
Montants en F CFA TTC	995 920	600 000	500 000	400 000
DRP passée pour mobiliser des fonds		✓		
Partie relative à la description des articles des factures pro forma remplie par l'ASCOM	✓	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓

Description	DRP 8	DRP 9	DRP 10	DRP 11
Nature	Imprimés et registres	Achat de tickets de réception	Fournitures scolaires	Mobilier et matériel administratif
Attributaires	Entreprise Générale Keur Khadim	Entreprise Générale Keur Khadim	Entreprise Keur Khadim	Entreprise Ndomy Informatique
Montants en F CFA TTC	790 000	310 000	2 622 610	1 000 000
Partie relative à la description des articles des factures pro forma remplie par l'ASCOM	✓	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓

Description	DRP 12	DRP 13	DRP 14	DRP 01 : CRNK/12
Nature	Grosses réparations de souks	Grosses réparations de souks	Mobilier et matériel administratif	Equipements scolaires pour 4 salles de classe
Attributaires	Entreprise Sing Faye	Entreprise Sing Faye	Entreprise Sing Faye	Entreprise Keur Khadim
Montants en F CFA TTC	1 976 500	1 487 095	1 295 640	3 762 176
Allotissement non conforme	✓	✓		
Signes de collusion	✓	✓	✓	✓
Circulaire 004 du PM portant instructions sur la mise en œuvre de la procédure de DRP				✓
Violation de l'article 4 du CMP sur la terminologie à utiliser				✓
Violation de l'article 13 du CMP sur les mentions obligatoires				✓
Violation de l'article 59 du CMP sur les critères d'évaluation				✓
Violation de l'article 78-2 du CMP sur les DRP				✓
Partie relative à la description des articles des factures pro forma remplie par l'ASCOM	✓	✓	✓	
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓

SECTION 2
CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

PRESENTATION DE LA COMMUNAUTE RURALE DE NIAKHAR

2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2012 et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2012 par les autorités contractantes indiquées dans les termes de référence.

2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION

2.2.1 Objectifs Généraux

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre 2012, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

2.2.2 Objectifs Spécifiques

Il s'agit dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnées ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;

- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation des marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

2.2.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2012, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

- a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**
 - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),

- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation des marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et

5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMF). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

Nous avons par ailleurs effectué un contrôle de la matérialité des prestations par une vérification de la réalité de l'exécution par recoupement avec les données relatives à la réception des ouvrages, à la livraison des fournitures ou à l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;

Plus précisément pour les marchés de travaux, les contrôles ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

2.2.4 Rapports émis au terme de la mission

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2,5 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes émises au plus tard deux semaines après la transmission du rapport provisoire par le Consultant. Ces différents rapports seront également soumis à l'ARMP sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprennent également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport porte sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports ont été élaborés conformément aux indications des termes de référence.

SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- loi 96 - 06 du 22 mars 1996 portant Code des Collectivités locales ;
- loi 96 - 07 du 22 mars 1996 portant transfert de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales ;
- loi n° 96-09 du 22 mars 1996 fixant l'organisation administrative et financière de la commune d'arrondissement et ses rapports avec la ville ;
- loi 96 - 10 du 22 mars 1996 modifiant la loi n° 72 - 02 du 1er février 1972 relative à l'organisation de l'Administration territoriale ;
- loi 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal ;
- décret 96 - 1124 du 27 décembre 1996 fixant le montant des marchés des collectivités locales soumis à approbation préalable du représentant de l'Etat et de fonctionnement des Agences régionales de développement ;
- loi 90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- décret 2011-1880 du 24 novembre 2011 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010-1396 du 20 octobre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;

- arrêté 012782 du 26 décembre 2012 fixant les seuils de contrôle a priori des rapports d'analyse et des procès verbaux d'attribution provisoire de marché pris en application de l'article 140. b) du CMP, d'examen juridique et technique des projets de marchés en application de l'article 140.c) du CMP
- arrêté 012783 du 26 décembre 2012 relatif a l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du CMP ;
- arrêté 012785 du 26 décembre 2012 fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers d'appel a la concurrence avant le lancement de la procédure pris en application des dispositions de l'article 140.a) du CMP;
- arrêté 012786 du 26 décembre 2012 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36.1 du CMP;
- arrêté 012787 du 26 décembre 2012 relatif aux commissions régionales des marchés publics dans les régions autres que Dakar pris en application de l'article 36.6 du CMP;
- arrêté 012788 du 26 décembre 2012 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics pris en application de l'article 44. f) du CMP;
- arrêté 012789 du 26 décembre 2012 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78.3.a) du CMP ;
- arrêté 012790 du 26 décembre 2012 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du CMP ;
- arrêté 012791 du 26 décembre 2012 fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution pris en application de l'article 114 du CMP;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 004 du 31 mars 2009 portant mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- Circulaire du Premier Ministre 0039 du 12 décembre 2012 portant sur l'importance du rôle des Cellules de Passation des Marchés et rappel des procédures à suivre pour une bonne préparation des documents de passation des marchés publics ;

3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de la Communauté Rurale de Niakhar pour apprécier la capacité de la Communauté Rurale à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions des articles 35 à 40 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir. Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part, d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants ont été effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire, avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs (fournisseurs d'exploitation et fournisseurs d'immobilisations),
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin est – il bien défini, quantifié et valorisé ?
- le besoin est- il réel ? répond-il exclusivement au besoin de l'Autorité contractante ?
- le marché résulte-t-il d'un regroupement de besoins suivant leur homogénéité ou leur unité fonctionnelle ? N'est-il pas le résultat d'un fractionnement ?
- la passation du marché est-elle conforme à la réglementation ?

Les contrôles ont porté sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication des procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ?),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),

- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

Il est entendu que l'attribution concerne la période allant de la date d'ouverture des plis à la date d'approbation du marché.

- vérification de l'existence des registres des marchés côtés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,

- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES

L'audit de matérialité sera examiné à ce niveau. Il portera sur un échantillon de marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit.

Différentes diligences ont été mises en œuvre :

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale),
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

SECTION 4 RESULTATS DES TRAVAUX

4. RESULTATS DES TRAVAUX

4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

4.1.1 COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés (CM) de la Communauté Rurale de Niakhar, compétente pour les opérations de passation des marchés, doit être instituée comme stipulé dans l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés.

L'acte de nomination des membres de la Commission des Marchés a été pris le 26 mars 2012 (Arrêté N° 03/AN 2012/CRN). Nous notons que l'autorité contractante ne s'est pas conformée à l'arrêté 12787 du 26 décembre 2012 pris en application de l'article 36 alinéa 6 du CMP qui dispose en son article 3 que cette nomination des membres de la CM doit intervenir au plus tard le 5 janvier de l'exercice en cours. Nous avons noté que la Commission des Marchés n'a pas respecté ses obligations d'information des soumissionnaires notamment l'information des soumissionnaires non retenus aux termes des procédures de demande de renseignements et de prix.

4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés doit être instituée conformément à l'arrêté N° 12 783 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés.

L'acte de nomination des membres de la Cellule de Passation des Marchés (CPM) a été pris en date du 26 mars 2012 (Arrêté N° 02/AN 2012/CRN).

4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** nous ont été communiquées. Elles ont été signées le 26 mars 2012.

4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous devons procéder à la revue du Plan de Passation des Marchés de la Communauté Rurale de Niakhar, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'Avis Général de Passation des Marchés et apprécier leur établissement conforme aux modèles prescrits par l'Organe chargé de la Régulation des Marchés publics.

4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES

Le Plan de Passation des Marchés a été établi et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP.

4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'AGPM a été publié sur le portail des marchés publics du Sénégal et par voie d'affichage dans les lieux publics de la communauté le 10 avril 2012. L'Autorité Contractante ne s'est pas acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels dans les délais requis puisqu'il est fait obligation à chaque AC de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A LA COMMUNAUTE RURALE DE NIAKHAR

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de la Communauté Rurale de Niakhar sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A LA COMMUNAUTE RURALE DE NIAKHAR EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 12 785, 12 790 ET 12 791 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES PRIS EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS (Montants exprimés en millions de francs CFA)

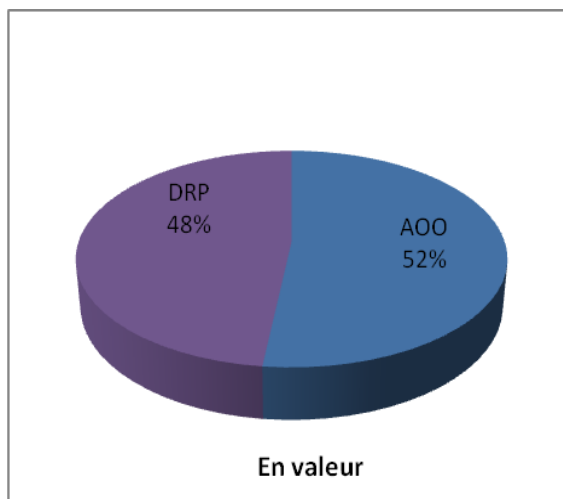
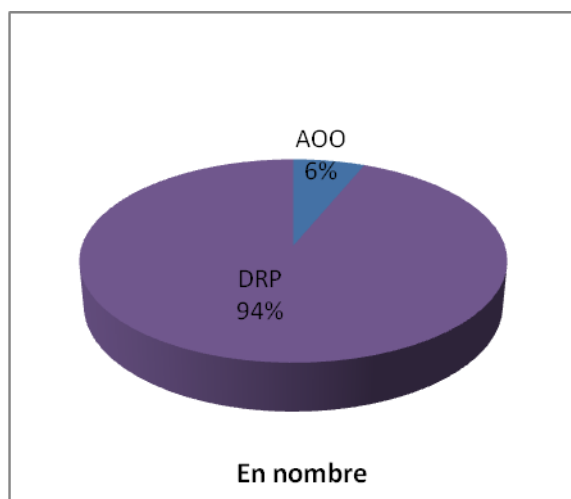
Type de marchés	Seuils de passation par Appel d'Offres	Seuil de contrôle DCMP			Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
		Dossier d'Appel à la Concurrence	Rapport d'évaluation et Procès Verbal d'attribution	Examen juridique et technique du Projet de Contrat		
	Article 53	Arrêté 12 785 pris en application de l'article 140.a	Arrêté 12 782 pris en application de l'art 140.b	Arrêté 12 782 en application de l'article 140.c	Arrêté 12 790 en application de l'article 113	Arrêté 12 791 en application de l'article 114
Travaux	25	250	100	800	>=60	>=35
Fournitures et services	15	150	40	400	>=30	>=25
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	>=35

4.2 EXAMEN DES MARCHES

4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2012		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d’offres ouvert (AOO)	1	19 302 348	1	19 302 348	100	100
Appel d’offres restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Demande de Proposition (DP)	-	-	-	-	-	-
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	15	17 931 551	15	17 931 551	100	100
Entente directe (ED)	-	-	-	-	-	-
Avenant	-	-	-	-	-	-
TOTAL	16	37 233 899	16	37 233 899	100	100



CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES ET COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR

4.2.2. MARCHES CONCLUS SUITE A UN APPEL D'OFFRES

AOO N° 01/2012/NK CONSTRUCTION DE 04 SALLES DE CLASSE, REHABILITATION MAISON COMMUNAUTAIRE ET DU FOYER DES JEUNES DANS LA COMMUNAUTE RURALE DE NIAKHAR LOT 1 : CONSTRUCTION DE 4 SALLES DE CLASSE (01 A MBOUDAYE, 01 A BIBANE, 01 A SAGNE FOLO, 01 A NGUESS) LOT 2 : REFECTION DE LA MAISON COMMUNAUTAIRE ET DU FOYER DES JEUNES DE NIAKHAR	
Date de publication de l'AGPM	10 avril 2012
Date de publication de l'AO	17 septembre 2012 par voie d'affichage
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	16 octobre 2012
Délai de préparation des offres	29 jours
Période de validité des offres	90 jours
Date de l'évaluation technique et d'attribution	16 octobre 2012
Date d'information des candidats non retenus	23 novembre 2012
Date de publication de l'attribution provisoire	23 novembre 2012 par voie d'affichage
Date de l'attestation d'existence de crédits	26 novembre 2012 (Lots 1 et 2)
Date de souscription	10 décembre 2012 (Lot 1)
Date d'approbation	12 décembre 2012 (Lot 1)
Date d'immatriculation	19 décembre 2012
Date de notification du marché	21 janvier 2013 (Lot 1)
Date de notification d'attribution provisoire	21 janvier 2013 (Lot 1)
Date d'enregistrement du contrat	-
Date de publication de l'avis d'attribution définitive	06 février 2013 par voie d'affichage
Délai d'exécution	3 mois pour chaque lot à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux
Estimation du coût	Lot 1 : 20 124 404 Lot 2 : 3 500 000

Attributaires	Entreprise Générale Keur Khadim	Lot 1	16 797 814 F CFA TTC
	Entreprise Lat Grand Ndiaye	Lot 2	2 504 534 F CFA TTC
Notification et publicité de l'attribution provisoire			-
Publicité de l'attribution définitive			-
Notification de l'attribution définitive			-
Non conformités	<p>Le délai de préparation des offres est de 29 jours soit, un jour de moins que le délai règlementaire qui ressort de l'article 63-2 du CMP qui fixe le délai minimal de dépôt des offres à 30 jours calendaires, à compter de la date de publication de l'avis d'appel à la concurrence, pour l'appel d'offres national. Cette négligence de l'Autorité Contractante est susceptible d'entraîner l'annulation de la procédure, à la requête de toute personne intéressée au déroulement normal de la procédure (article 24 du Code des Obligations de l'Administration).</p> <p>Les fonctions des membres de la Commission des Marchés ne sont pas précisées dans le procès-verbal d'ouverture des plis. L'inscription de cette information est importante en ce qu'elle permet d'apprécier les éventuelles incompatibilités entre les fonctions exercées et la qualité de membre de la Commission des Marchés. Par ailleurs, nous avons noté que la nature hors taxes ou toutes taxes comprises des offres des soumissionnaires n'est pas renseignée dans le procès-verbal d'ouverture des plis ; ce manque de précision peut être à l'origine de litiges pouvant retarder le déroulement de la procédure et subséquemment la mise en œuvre du PPM conformément à son chronogramme de réalisation.</p> <p>Nous avons noté que la terminologie usitée dans les documents de passation des marchés n'est pas toujours conforme à celle spécifiée dans l'article 4 du CMP (utilisation des termes « dépouillement » et « adjudicataire » qui ne sont plus d'actualité).</p> <p>Le justificatif de la transmission du procès-verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires, n'a pas été joint au dossier, en violation de l'article 67-4 du CMP.</p> <p>Nous avons également noté pour ce marché, que le Coordonnateur de la Cellule de Passation des Marchés est aussi membre du Comité</p>		

	<p>d’Evaluation. Cette présence d’un élément essentiel du dispositif de contrôle interne dans une commission d’évaluation est contraire à l’esprit du code car, aux termes de l’article 4 de l’arrêté 12 786 du 26 décembre 2012, pris en application de l’article 36 du CMP, les membres de la CM et leurs suppléants ne doivent pas être des agents relevant des structures chargées du contrôle interne ou de la cellule de passation des marchés de l’autorité contractante. Dans l’esprit du CMP, les mêmes incompatibilités s’appliquent aux membres des commissions techniques.</p> <p>Les lettres d’information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, n’ont pas été déchargées par leurs destinataires.</p> <p>La lettre de notification d’attribution du lot N° 1 a été établie le 21 janvier 2013, après approbation et immatriculation du marché, cette lettre aurait dû être établie en même temps que les lettres d’information des candidats non retenus. Il convient de distinguer la notification de l’attribution provisoire et la notification définitive, de la notification du marché</p> <p>Le contrat relatif au lot N° 1 n’a pas été soumis à la formalité de l’enregistrement en violation de l’article 424-12 du CGI.</p> <p>Le contrat du lot 2 et les documents liés à l’exécution (PV de chantier et de réception des travaux, facture définitive) et au règlement (bon d’engagement) des marchés n’ont pas été joints au dossier.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de l’article 63-2 du CMP.</p> <p>Préciser dans les procès-verbaux les fonctions des membres de la commission des marchés.</p> <p>Veiller à préciser la nature des prix lus et consignés dans le procès-verbal d’ouverture des plis.</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l’article 4 du CMP.</p> <p>Eviter d’affecter certains agents à des postes incompatibles avec leurs fonctions.</p> <p>Exiger des attributaires le dépôt d’un exemplaire du contrat dûment enregistré, conformément à l’article 424-12 du CGI avant la mise en règlement de leurs factures.</p> <p>S’appropriier les instructions contenues dans le manuel de classement et d’archivage des documents de passation des marchés</p>

		élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.
Commentaires l'Autorité Contractante	de	<p>Nous prenons acte de l'ensemble de vos remarques relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Au procès-verbal d'ouverture des plis relatifs à la construction de salles de classe, de la réhabilitation de la maison communautaire et du foyer des jeunes ➤ La composition de la commission des marchés et de la cellule de passation des marchés ➤ Le rapport annuel de la cellule de passation des marchés ➤ L'archivage des documents
Appréciation Consultant	du	Nous prenons bonne note de vos commentaires.

4.2.3 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

Description	OPERATIONS PASSEES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX				
	DRP 1 – PRODUITS D'ENTRETIEN	DRP 2 – ACQUISITION DE MATERIELS DE NETTOYAGE ET DE DESINFECTION	DRP 3 – ACQUISITION DE MACHINES ET APPAREILS DE BUREAU	DRP 4 – ENTRETIEN VEHICULE	DRP 5 – COUPE RECOMPENSE ET PRIX
Date d'attribution	Le 29 mai 2012	Le 06 juillet 2012	Le 11 juillet 2012	Le 30 juillet 2012	Le 27 août 2012
Fournisseurs consultés	NOUVELLE DISTRIBUTION SENEGALAISE- KEUR KHADIM- MAINTENANCE ET RESEAUX COMMERCE ET PRESTATION DE SERVICE	INTEGRAL DISTRIBUTION DU SENEGAL- KEUR KHADIM- ENTREPRISE ABDOU LAKHATE PENE	MAINTENANCE ET RESEAU COMMERCE ET PRESTATIONS DE SERVICES- ENTREPRISE GENERALE KEUR KHADIM- NDOMY INFORMATIQUE	ETABLISSEMENT MBAYE ET FRERES- GIE KOYLANE- PAPE MALICK DIOP MECANIQUE GENERALE	FILIATRE SARL- ENTREPRISE GENERALE KEUR KHADIM- MAINTENANCE ET RESEAUX COMMERCE ET PRESTATIONS DE SERVICES
Attributaires	ENTREPRISE NOUVELLE DISTRIBUTION SENEGALAISE	ENTREPRISE GENERALE KEUR KHADIM	ENTREPRISE NDOMY INFORMATIQUE	ETABLISSEMENT MBAYE ET FRERES	ENTREPRISE GENERALE KEUR KHADIM
Montant du marché en F CFA TTC	399 430 F CFA TTC	300 000 F CFA TTC	992 380 F CFA TTC	995 920 F CFA TTC	600 000 F CFA TTC
Non conformités	<p>Un examen graphologique sommaire a permis de noter que, certaines factures pro forma ont été remplies, pour la partie relative à la description des articles, par l'Assistant Communautaire lui-même, qui laisserait le soin aux fournisseurs de remplir la partie relative aux prix.</p> <p>Ce constat a été fait pour les DRP, 1, 2 et 3 ci-avant.</p> <p>Pour la DRP N° 4 relative à l' « Entretien du véhicule », la disparité des offres soumises montre que le besoin n'avait pas été bien défini avant la consultation. Ainsi des prestations différentes ont fait l'objet de comparaison.</p>				

	<p>Pour la DRP N° 5 portant achat d'une coupe pour un montant de 600 000 F CFA, le prix anormalement élevé de ce trophée nous a conduits à pousser nos investigations qui nous ont permis de constater que cette procédure de DRP avait été organisée pour obtenir des fonds, afin de financer la manifestation relative à l'organisation du tournoi de football appelé « Coupe du Président du Conseil Rural ». Cette DRP était le moyen trouvé pour mobiliser les fonds budgétisés pour l'achat de trophées, de jeux de maillots, de ballons et financer les autres frais d'organisation de la manifestation.</p> <p>Les documents d'exécution des marchés (BL, PV de réception, pièces de règlements) n'ont pas été mis à notre disposition, pour nous permettre d'apprécier la matérialité des prestations et leurs règlements conformes aux dispositions contractuelles.</p>
Recommandations	<p>Bannir les pratiques collusives pour ne pas biaiser la concurrence.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Nous prenons acte de l'ensemble de vos remarques relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Aux 15 demandes de renseignement et de prix ➤ L'archivage des documents
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons bonne note de vos commentaires.</p>

Description	OPERATIONS PASSEES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX			
	DRP 6 – RECENSEMENT ADMINISTRATIF	DRP 7 – FOURNITURE DE BUREAU	DRP 8 – IMPRIMES ET REGISTRES	DRP 9 – ACHAT DE TICKETS DE PERCEPTION
Date d'attribution	Le 10 mai 2012	Le 18 juin 2012	Le 30 juillet 20152	Le 30 juillet 2012
Fournisseurs consultés	INTEGRAL DISTRIBUTION DU SENEGAL- KEUR KHADIM- MAINTENANCE ET RESEAUX COMMERCE ET PRESTIONS DE SERVUCE	MAINTENANCE ET RESEAU COMMERCE ET PRESTATIONS DE SERVICES- KEUR KHADIM- FILIATRE SARL	MAINTENANCE ET RESEAU ET PRESTATIONS DE SERVICES- ENTREPRISE GENERALE KEUR KHADIM- FILIATRE SARL	INTEGRAL DISTRIBUTION DU SENEGAL- ENTREPRISE GENERALE KEUR KHADIM- ENTREPRISE ABDOU LAHATE PENE
Attributaires	ENTREPRISE GENERALE KEUR KHADIM	ENTREPRISE GENERALE KEUR KHADIM	ENTREPRISE GENERALE KEUR KHADIM	ENTREPRISE GENERALE KEUR KHADIM
Montant du marché	500 000 F CFA TTC	400 000 F CFA TTC	790 000 F CFA TTC	310 000 F CFA TTC
Non conformités	Un examen graphologique sommaire a permis de noter que les factures pro forma ont été remplies pour la partie relative à la description des articles par l'Assistant Communautaire lui-même, qui laisserait le soin aux fournisseurs de remplir la partie relative aux prix. Les documents d'exécution des marchés (BL, PV de réception, pièces de règlements) n'ont pas été mis à notre disposition, pour nous permettre d'apprécier la matérialité des soumissions et leurs règlements conformes aux dispositions contractuelles.			
Recommandations	<p>Bannir les pratiques collusives pour ne pas biaiser la concurrence.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés, élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>			
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Nous prenons acte de l'ensemble de vos remarques relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Aux 15 demandes de renseignement et de prix , l'archivage des documents 			
Appréciation du Consultant	Nous prenons bonne note de vos commentaires.			

Description	OPERATIONS PASSES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX				
	DRP 10 – FOURNITURES SCOLAIRES	DRP 11 – MOBILIER ET MATERIEL ADMINISTRATIF	DRP 12 – GROSSES REPARATIONS DE SOUKS	DRP 13 – GROSSES REPARATIONS DE SOUKS	DRP 14 – MOBILIERS ET MATERIELS ADMINISTRATIFS
Date d'attribution	Le 08 octobre 2012	Le 19 octobre 2012	Le 24 octobre 2012	Le 16 novembre 2012	Le 16 novembre 2012
Fournisseurs consultés	FILIATRE SARL-ENTREPRISE GENERALE KEUR KHADIM- SERIGNE THIANE	FILIATRE SARL-ENTREPRISE GENERALE KEUR KHADIM- NDOMY INFORMATIQUE	ENTREPRISE SING FAYE- ENTREPRISE AMAR ET FRERES-ENTREPRISE THIAM ET FRERES	ENTREPRISE SING FAYE- ENTREPRISE AMAR ET FRERES-ENTREPRISE THIAM ET FRERES	ENTREPRISE SING FAYE- ENTREPRISE AMAR ET FRERES-ENTREPRISE THIAM ET FRERES
Attributaires	ENTREPRISE GENERALE KEUR KHADIM	ENTREPRISE NDOMY INFORMATIQUE	ENTREPRISE SING FAYE	ENTREPRISE SING FAYE	ENTREPRISE SING FAYE
Montant du marché en F CFA TTC	2 622 610 F CFA TTC	1 000 000 F CFA TTC	1 976 500 F CFA TTC	1 487 095 F CFA TTC	1 295 640 F CFA TTC
Non conformités	<p>L'examen des DRP N° 12, 13 et 14 a permis de constater la récurrence des pratiques collusives et de similitudes qui marquent ces acquisitions, effectuées au titre de la Gestion 2012. En effet, l'examen des offres des soumissionnaires à ces différentes procédures de DRP a permis de constater les mêmes anomalies, aux mêmes endroits, qui ne laissent aucun doute sur la préparation des offres par la même source.</p> <p>Par ailleurs, nous avons noté sur les DRP N° 12 et 13 relatives aux grosses réparations de souks que, pour répondre à une préoccupation du Trésor relative à la source de financement, l'Autorité Contractante a requis de nouvelles offres sur la partie du matériel financé sur fonds propres et a de facto procédé à un allotissement dont la seule finalité était de distinguer les parts des acquisitions financées respectivement sur Fonds Propres et sur Fonds de Concours. Ce motif ne peut pas justifier un allotissement de marché qui est un mode de dévolution des marchés et qui doit obéir à des règles précises, fonctions des caractéristiques techniques des prestations envisagées. En faisant de manière discrétionnaire une répartition des prestations en cours d'évaluation, le résultat de la comparaison des offres peut être différent de celui auquel la Commission des Marchés serait parvenue, si les offres avaient été évaluées globalement. Ce procédé constitue également une modification des critères d'évaluation et de comparaison des offres en cours de procédure, ce qui constitue une entorse au principe de transparence.</p>				

	Les documents d'exécution des marchés (BL, PV de réception, pièces de règlements) n'ont pas été mis à notre disposition, pour nous permettre d'apprécier la matérialité des soumissions et leurs règlements conformes aux dispositions contractuelles.
Recommandations	<p>Bannir les pratiques collusives pour ne pas biaiser la concurrence.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Nous prenons acte de l'ensemble de vos remarques relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Aux 15 demandes de renseignements et de prix ➤ L'archivage des documents
Appréciation du Consultant	Nous prenons bonne note de vos commentaires.

DRP 01 : CRNK/2012 EQUIPEMENTS SCOLAIRES POUR 4 SALLES DE CLASSE	
Date de saisine des fournisseurs	Le 08 novembre 2012
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	Le 27 novembre 2012
Délai de préparation des offres	18 jours
Période de validité des offres	90 jours
Date d'attribution	Le 27 novembre 2012
Date de notification d'attribution	-
Date de signature et d'approbation du contrat	Le 30 novembre 2012
Date d'enregistrement	Le 12 décembre 2012
Délai d'exécution	1 mois à partir de la commande
Fournisseurs consultés	Cinq fournisseurs : Entreprise Abdou Lakhate Pène à Fatick- Entreprise Sing Faye à Yenguelé- Entreprise Générale Keur Khadim à Fatick- Entreprise Assane Hanne à Fatick- Entreprise Féline Distribution
Nombre d'offres reçues	Trois offres reçues : Entreprise Abdou Lakhate Pène- Entreprise Générale Keur Khadim- Entreprise Féline Distribution
Attributaire	ENTREPRISE GENERALE KEUR KHADIM
Montant du marché en F CFA TTC	3 762 176 F CFA TTC
Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus	-
Notification de l'attribution définitive	-
Non conformités	Les spécifications requises dans le cahier des charges n'ont pas fait l'objet d'évaluation, pour permettre de juger de la conformité ou non des offres proposées par les

	<p>soumissionnaires.</p> <p>Le terme « dépouillement » n'est plus utilisé en violation de l'article 4 du CMP.</p> <p>L'examen des offres a permis de constater des signes de collusion entre les fournisseurs, les offres nous semblent avoir été préparées par la même source. Les mêmes erreurs sont retrouvées, aux mêmes endroits, sur les factures pro forma présentées par ces trois fournisseurs. Les PV d'ouverture et d'évaluation des offres financières ont été confondus dans un même document appelé « PV de dépouillement interne ».</p> <p>Des exigences techniques ont bien été spécifiées dans le cahier des charges mais la commission n'a procédé à aucune évaluation technique des offres, l'évaluation n'a porté que sur les offres financières. Par conséquent, la commission d'évaluation n'a pas pu juger de la conformité ou non des offres proposées par les soumissionnaires, en violation de l'article 59 du CMP.</p> <p>Nous notons une incohérence dans le libellé portant le délai d'exécution du marché entre le devis estimatif et le contrat. En effet, le devis estimatif mentionne un délai de 30 jours à compter de la commande, alors que le contrat indique un délai de 30 jours, à compter de la signature du contrat.</p> <p>Les lettres de notification d'attribution et d'information des soumissionnaires non retenus n'ont pas été jointes au dossier en violation de l'article 78-2 du CMP et de la circulaire 004 du PM.</p> <p>Le contrat ne mentionne pas la clause relative aux pénalités de retard en violation de l'article 13.7 du CMP.</p> <p>Les documents relatifs à l'exécution du marché (bon de commande, bordereau de livraison, pièces de règlements) n'ont pas été mis à notre disposition, pour nous permettre d'apprécier la matérialité des soumissions et leurs règlements conformes aux dispositions contractuelles.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions des articles 4, 13-7 et 78-2 du CMP.</p> <p>Veiller à effectuer l'évaluation en bonne et due forme des</p>

	<p>offres, conformément aux exigences du cahier des charges et de l'article 59 du CMP.</p> <p>Harmoniser les différentes informations consignées dans les différents documents de passation des marchés.</p> <p>Bannir les pratiques collusives pour ne pas biaiser la concurrence.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Nous prenons acte de l'ensemble de vos remarques relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Aux 15 demandes de renseignement et de prix ➤ L'archivage des documents
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons bonne note de vos commentaires.</p>

ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE



(Conseil, Audit, Expertise, Qualité)

Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 2 juin 2014

**A Monsieur le Président
de la Communauté Rurale
de Niakhar**

Objet : Transmission du Rapport Provisoire de la mission de Revue Indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2012

Monsieur le Président,

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Nous vous saurions gré de bien nous faire parvenir vos commentaires et observations dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire que vous pourriez souhaiter obtenir sur le contenu de ce projet de rapport et vous prions d'agréer, **Monsieur le Président**, l'expression de notre parfaite considération.


Mbra Guéye
Directeur-Associé

Business System Consulting Group
Rue du Docteur Faye
4172 - Fatick
Dakar
Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59
E mail : bsc@arc.sn

Reçu le 12-06-2014



ANNEXE 2. REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

REPUBLIQUE DU SENEGAL

N° 07/2014/CRN

REGION DE FATICK

DEPARTEMENT DE FATICK

ARRONDISSEMENT DE NIAKHAR

COMMUNAUTE RURALE DE NIAKHAR

LE PRSIDENT DU CONSEIL RURAL DE NIAKHAR

A

MONSIEUR IBRA GUEYE

DIRECTEUR-ASSOCIE BSC DAKAR

OBJET : Votre rapport de revue indépendante de la passation des marchés 2012

Monsieur,

J'accuse réception de votre rapport provisoire de revue indépendante de la passation des marchés au titre de la gestion 2012.

En effet, la lettre de démarrage de la mission qui nous a été adressée le 17 janvier 2014 par la direction de l'ARMP nous est parvenue le 09/05/2014 par lettre recommandée.

L'exploitation minutieuse du document nous renseigne sur la récurrence des constats autant pour le marché ouvert à la concurrence que pour les DRP.

Nous prenons acte de l'ensemble de vos remarques relatives :

- **au procès verbal d'ouverture des plis relatifs à la construction de salles de classe, de la réhabilitation de la maison communautaire et du foyer des jeunes.**
- **la composition de la commission des marchés et de la cellule de passation des marchés.**
- **Les 15 demandes de renseignement et de prix**
- **Le rapport annuel de la cellule de passation des marchés**
- **L'archivage des documents.**

Cependant, nous souhaiterions avoir des informations sur la différence entre DRP et demandes de cotation car dans le plan de passation des marchés validé par le service régional des marchés publics de Kaolack, nous avons une seule DRP, un AOO et le reste des demandes de cotation.

Nous vous réitérons notre engagement à prendre en charge toutes vos recommandations et pour ce faire nous vous demandons à initier des formations pratiques à l'endroit des membres de la commission et de la cellule. Nous vous demandons de nous faciliter l'accès à certains documents comme les circulaires ou arrêtés pris en application du code des marchés publics.

Enfin, nous avons été surpris de certaines remarques car nous ne cessons à chaque fois que de besoin de faire appel à certaines personnes ressources dans la conception, l'élaboration des dossiers.

Nous vous souhaitons bonne réception.

Niakhar, le 23/06/2014

A circular blue ink stamp from the 'COMMUNAUTÉ RURALE DE NIAKHAR' is visible. The text 'LE PRÉSIDENT' is in the center, and 'ARRONDISSEMENT DE NIAKHAR' is at the bottom. A blue ink signature is written over the stamp.

Abdou Loum